

Article 2

Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté.

Article 3

Le Secrétaire général à la Communication et Médias ainsi que le Directeur général de la DGRAD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Kinshasa, le 14 novembre 2019.

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Communication et Médias
David Jolino Diwanpovesa Makelele ma-Muzingi

Le Ministre des Finances
Sele Yalaghuli

Ministère de l'Economie Nationale

Et

Ministère des Finances

Arrêté interministériel n°017/CAB/MIN/ECO NAT/ABM/2019 et n° CAB/MIN/FINANCES/2019 /132 du 24 décembre 2019 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère de l'Economie Nationale

Le Ministre de l'Economie Nationale

Et

Le Ministre des Finances

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo, telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution, spécialement en son article 93 ;

Vu la Loi organique n°18/020 du 09 juillet 2018 relative à la liberté des prix et à la concurrence ;

Vu la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances publiques ;

Vu l'Ordonnance-Loi n°81-017 du 03 avril 1981 modifiant et complétant la Loi n°76-020 du 16 juillet 1976 portant normalisation de la comptabilité en République Démocratique du Congo ;

Vu l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central ;

Vu l'Ordonnance n°73-236 du 13 août 1973 portant création d'un numéro d'identification nationale ;

Vu l'Ordonnance n°19/056 du 20 mai 2019 portant nomination d'un Premier ministre ;

Vu l'Ordonnance n°19/077 du 26 août 2019 portant nomination des Vice-premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-ministres ;

Vu l'Ordonnance n°17/024 du 10 juillet 2017, portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°17/025 du 10 juillet 2017, fixant les attributions des Ministères ;

Vu le Décret n° 007/2002 du 02 février 2002 relatif au mode de paiement des dettes envers l'Etat, tel que modifié et complété par le Décret n°011/2011 du 14 avril 2011 ;

Vu la nécessité et l'urgence.

ARRETENT

Article 1

Les taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère de l'Economie Nationale sont fixés en Dollar américains (USD), payables en Franc congolais au taux officiel du jour, suivant le tableau ci-dessous :

N°	Libellé des droits, taxes et redevances	Taux en USD
	Droits d'octroi du numéro d'identification nationale	
	Octroi du numéro	
	Personne physique	10
	Personne morale	30
	Duplicata	
	Personne physique	10
	Personne morale	30
	Modification de mentions substantielles	
	Personne physique	10
	Personne morale	30
	Droits de vente d'une revue économique	à 200
3.	Amendes transactionnelles pour violation des lois et règlements en la matière :	
3.1	Tout empêchement ou entrave volontaire à l'exercice des fonctions des agents du Ministère de l'Economie Nationale porteurs d'un ordre de mission signé par une autorité compétente ;	5.000 à 62.500
3.2	Défaut de qualité pour exercer la profession de commerçant ;	500 à 1.000
3.3	Non transmission ou transmission tardive	500 à 1.000

N°	Libellé des droits, taxes et redevances	Taux en USD
3.4	des statistiques de production, de vente, d'importation ou d'exportation ;	1.000 à 5.000
3.5	Non transmission des structures des prix ; Non transmission ou transmission tardive des états financiers ;	1.000 à 2.000
3.6	Transmission des états financiers avec des renseignements erronés ;	1.000 à 2.000
3.7	Pratique des prix illicites ;	6.250 à 62.500
3.8	Non affichage des prix, non établissement de factures, non-conformité de la facture ;	1.000 à 9.375
3.9	Non tenue du registre des produits, factures et autres livres comptables ;	500 à 1.000
3.10	Imposition de vente concomitante ;	1.000 à 2.000
3.11	Rétention des stocks ;	6.250 à 62.500
3.12	Détention illicite des stocks ;	6.250 à 62.500
3.13	Non communication des modifications intervenues dans les renseignements contenus dans les numéros d'identification nationale déjà obtenus ; personne physique personne morale	100 200
3.14	Non publication des documents commerciaux : personne physique personne morale	100 200
3.15	Commerce triangulaire (intervention illicite dans le circuit d'approvisionnement et de distribution des produits et services) ;	6.250 à 62.500
3.16	Exercice illégal du petit commerce.	5.000 à 10.000

Article 2

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté.

Article 3

Le Secrétaire général à l'Economie Nationale et le Directeur général des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Kinshasa, le 24 décembre 2019.

Le Ministre de l'Economie Nationale
Acacia Bandubola Mbongo

Le Ministre des Finances
Sele Yalaghuli

Ministère du Commerce Extérieur

Et

Ministère des Finances

Arrêté interministériel n°008/CAB/MIN /COMEXT/2019 et n°CAB/MIN/FINANCES/2019 /118 du 08 novembre 2019 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère du Commerce Extérieur

Le Ministre du Commerce Extérieur ;

Et

Le Ministre des Finances ;

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo, telle que modifiée par la Loi n° 011/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution du 18 février 2006, spécialement en son article 93 ;

Vu les Accords commerciaux multilatéraux de l'Organisation Mondiale du Commerce ;

Vu la Loi n°73-009 du 05 janvier 1973 particulière sur le commerce, telle que modifiée et complétée à ce jour, par la Loi n°74-014 du 10 juillet 1974 ;

Vu la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011, relative aux Finances publiques ;

Vu l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme de procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n°19/056 du 20 mai 2019 portant nomination d'un Premier ministre ;

Vu l'Ordonnance n°19/077 du 26 août 2019 portant nomination des Vice-premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-ministres ;

Vu l'Ordonnance n°17/024 du 10 juillet 2017, portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°17/025 du 10 juillet 2017, fixant les attributions des Ministères ;

Vu le Décret n°007/2002 du 02 février 2002 relatif au mode de paiement des dettes envers l'Etat, tel que modifié et complété par le Décret n°011/20 du 14 avril 2011 ;

Vu le Décret n°15/019 du 14 octobre 2015 instituant un guichet unique intégral du Commerce Extérieur ;

Vu la nécessité et l'urgence ;